Le Canada dans le PISA 2015 : une aventure renouvelée au sein d'épreuves internationales...

Guy Pelletier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/5765>
DOI : 10.4000/ries.5765
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2017
Pagination : 16-18
ISBN : 978-2-85420-614-2
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Guy Pelletier, « Le Canada dans le PISA 2015 : une aventure renouvelée au sein d'épreuves internationales... », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 74 | avril 2017, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 11 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ries/5765> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.5765>

Ce document a été généré automatiquement le 11 mars 2022.

© Tous droits réservés

Le Canada dans le PISA 2015 : une aventure renouvelée au sein d'épreuves internationales...

Guy Pelletier

- 1 La publication des résultats des dernières épreuves du PISA révèle que le Canada conserve sa position très avantageuse au sein du classement international, par les niveaux élevés de ses élèves et de leur équité, au regard des résultats en sciences. Il est au quatrième rang des pays de l'OCDE. Comment expliquer cela, au sein d'un pays d'un peu plus de 36 millions d'habitants répartis sur un très large territoire et où il n'y a pas de ministère de l'éducation nationale ?
- 2 Une partie de l'explication réside dans une aventure partagée, qui a débuté il y a cinquante ans. Le Canada est constitué de dix provinces et de trois territoires disposant d'une autonomie assez élaborée dans certains domaines, dont l'éducation. En 1967, les ministres de l'éducation des provinces et des territoires décident d'adopter un outil d'échange, de recherche et de concertation : le Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CEMEC). Dès son origine, cet organisme couvre un large éventail d'activités, de la petite enfance à l'éducation des adultes. Progressivement, il se dote d'outils de recueil et d'analyse des données, permettant de réaliser un état des lieux de l'éducation sur l'ensemble du pays. Les différents systèmes éducatifs du Canada ne sont pas homogènes, mais les exercices réguliers de balisage permettent d'effectuer, s'il y a lieu et si désiré, certaines régulations qui font l'objet de décisions provinciales ou territoriales.
- 3 C'est le CEMEC qui administre les épreuves comme celles du PISA, du PIRLS (lecture scolaire) ou du TEIMS (mathématiques et sciences). De plus, le CEMEC a aussi ses propres épreuves, comme le *Programme pancanadien d'évaluation* (PPCE), créé en 1993. Le PPCE est effectué tous les trois ans et mesure le rendement des élèves en lecture, en mathématiques et en sciences auprès des élèves de 8^e année (2^e secondaire au Québec). Tout comme pour le PISA, à chaque cycle triennal, une matière est traitée comme domaine principal et les deux autres comme domaines secondaires : en 2007, la lecture ;

en 2010, les mathématiques ; en 2013, les sciences. Le PPCE a un échantillon très grand (1 500 écoles/30 000 élèves) et s'adresse presque à la même catégorie d'élèves que celle du PISA (15 ans). Étant donné que les trois territoires ne participent pas aux épreuves PISA, la taille canadienne de l'échantillon PISA 2015 a été de 1 010 écoles, dont 900 ont effectivement participé, ce qui est beaucoup plus que ce qui est demandé aux pays participants (150 écoles/5 000 élèves). En fait, le Canada a une certaine tradition de « sur-échantillonnage » des populations visées, pour mieux tenir compte de la diversité de ses systèmes éducatifs. Ainsi, 20 058 élèves canadiens ont participé au PISA 2015 contre 6 108 élèves français.

- 4 D'une certaine manière, les résultats obtenus au PPCE de 2013 se sont révélés « réédités » par les résultats du PISA 2015, dont le domaine majeur était les sciences et, en mineurs, la lecture et les mathématiques. Visiblement, la collaboration entre les experts de l'OCDE et l'expertise canadienne se poursuit pour la conception et la réalisation des épreuves du PISA. À cet effet, certaines notions comme la « littératie » et la « numératie » ne sont pas étrangères au Canada.
- 5 Si, au sein de la réalité canadienne, l'éducation est de la responsabilité des provinces ou des territoires, la réalité *in situ* peut être encore plus complexe, car au sein de ceux-ci, la prestation des services éducatifs relève d'entités régionales disposant d'une certaine autonomie et qui sont les maîtres d'œuvre de l'organisation de l'éducation sur leur territoire. Tout le personnel de l'éducation relève d'elles (dirigeants, enseignants, conseillers, soutien, etc.) et elles sont aussi propriétaires de leurs bâtiments (siège social, établissements scolaires, centres de formation professionnelle, centres d'éducation des adultes, etc.). Ces entités régionales sont administrées par des élus locaux et, suivant les parties du pays, on les dénomme commissions, conseils ou districts scolaires. Le Québec et l'Ontario ont chacun 72 pouvoirs régionaux en éducation. Afin d'assurer le pilotage de leur système éducatif respectif, les provinces et territoires recourent à un système d'indicateurs qui sont constitués de différentes sources de données, dont des épreuves provinciales administrées aux élèves. Ces dernières peuvent être plus ou moins présentes selon les parties du pays, mais elles sont très développées au Québec, qui est la province ayant le plus grand territoire et où les responsables régionaux de l'éducation ont besoin d'informations leur permettant de mieux baliser leur réalité par rapport à celle des autres.
- 6 En définitive, au Canada, l'éducation ne relève pas du centre – le gouvernement fédéral –, mais de ses provinces et de ses territoires et, au sein de ceux-ci, elle est décentralisée administrativement et politiquement à des pouvoirs régionaux organisateurs. Au sein d'un tel contexte sociétal et politique, l'instauration des différentes épreuves internationales et celles propres au pays et à ses régions ne s'est pas faite par un processus décisionnel autoritaire descendant (*bottom-down*), mais collaboratif ascendant (*bottom-up*). Certes, si l'intérêt de cette approche est manifeste, elle présente aussi certaines limites. Ainsi, pour le PISA 2015, dans un contexte de revendications salariales, certaines directions d'établissements scolaires du Québec ont décidé de boycotter la passation du PISA. Cela suscite des interrogations sur la « validité interne » de l'échantillon québécois (2 885 élèves). Toutefois, au regard de la « validité externe », les résultats du PISA s'inscrivent dans ceux observés par les autres épreuves canadiennes et internationales. En conséquence, « à la lumière de l'analyse du biais de non-réponse, le consortium international du PISA a jugé que les données du Canada étaient globalement de qualité acceptable et pouvaient être incluses dans leur

intégralité dans les ensembles des données du PISA, sans aucune restriction. Cependant, il a été décidé que les résultats de la province de Québec doivent être - traités avec circonspection, en raison d'un possible biais de non-réponse » (CEMEC, 2016). Il est à prévoir qu'au cours de 2017, un repérage des écoles québécoises participant au PISA 2015 sera effectué et leur niveau de représentativité analysé.

- 7 Somme toute, le développement d'une « culture canadienne collaborative et partagée de l'évaluation » comme balisage de systèmes éducatifs décentralisés – et même très décentralisés, à plusieurs égards – est associé à « l'universitarisation » de la formation des enseignants, dans les années 1950 et 1960, avec la création de facultés universitaires en sciences de l'éducation. Au Québec, dès les années 1970, plusieurs de ces facultés ont dispensé des programmes en évaluation des apprentissages qui contribuèrent à la création, dès 1977, de l'Association pour le développement des méthodologies d'évaluation en éducation (ADMÉE). Une association similaire fut créée en Europe dans le milieu des années 1980, en regroupant, entre autres, des pays et des collègues ayant le français en partage.
- 8 Enfin, si au cours des différentes épreuves PISA, le Québec obtient des résultats assez similaires à ceux de la Finlande (Pelletier, 2016), contrairement à celle-ci, qui s'est lancée dans une importante opération de promotion de son système éducatif, au Québec, les médias et les analyses accordent un intérêt très secondaire aux différentes épreuves internationales, contribuant ainsi à une certaine dévalorisation d'un système éducatif pourtant des plus performants.

BIBLIOGRAPHIE

Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CEMEC) (2016) : *À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE. Premiers résultats de 2015 pour les jeunes du Canada âgés de 15 ans*, Toronto : CEMEC.

O'GRADY K., HOUME K. (2015) : *Programme pancanadien d'évaluation PPCE 2013 : Rapport contextuel sur le rendement des élèves en sciences*, Toronto : Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2016) : *Résultats du PISA 2015. L'excellence et l'équité dans l'éducation*. Volume 1. Paris : OCDE.

PELLETIER G. (2016) : « La Finlande, le Québec et le PISA », dans S. Paquin et P.-L. Lévesque (dir.), *Social-démocratie 2.0. Le Québec comparé aux pays scandinaves*, 2^e édition revue et augmentée, Québec : Presses de l'Université de Montréal.

INDEX

Keywords : comparative analysis, evaluation, educational system, PISA: Program for International Student Assessment

Mots-clés : analyse comparative, évaluation, système éducatif, PISA : programme international pour le suivi des acquis des élèves

Palabras claves : análisis comparativo, evaluación, sistema educativo, PISA: programa para la evaluación internacional de los alumnos

Index géographique : Canada, Québec

AUTEUR

GUY PELLETIER

Guy Pelletier est professeur titulaire et coordonnateur du diplôme de 3^e cycle en gestion de l'éducation au département gestion de l'éducation et de la formation de l'Université de Sherbrooke (Canada). Chercheur associé dans plusieurs équipes de recherche (Suisse), il est membre fondateur, notamment, de l'Association internationale de pédagogie universitaire (AIPU), de l'Association pour le développement des méthodologies d'évaluation en éducation (ADMÉE), de l'Association pour le développement de l'enseignement et de la recherche en administration de l'éducation (ADEREA) et du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE). Ses recherches actuelles portent sur l'analyse des politiques éducatives de gouvernance et d'appui à la conduite des réformes en éducation et en formation au sein de pays émergents (Fonds BIRD, BAD, OIF et ACDI), la gouvernance, le pilotage et le leadership en éducation et en formation ainsi que sur une analyse comparative internationale des politiques et pratiques de formation du personnel d'encadrement en éducation. Courriel : Guy.Pelletier@USherbrooke.ca